

Le soutien de Amnesty International à BDS

21.11.2020

Categories: Antisémitisme, Attaques contre BDS, Droit international

Amnesty International rejette l'appel du secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo qui lors d'une visite à Jérusalem a qualifié le mouvement BDS de «cancer » et annoncé de retirer le financement du gouvernement américain aux groupes qui soutiennent BDS.

En réponse à l'annonce du Département d'Etat américain désignant le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) comme étant antisémite et prévoyant d'identifier les organisations soutenant le BDS en vue de revoir et de stopper leur financement, Bob Goodfellow, le directeur exécutif intérimaire d'Amnesty International USA, a publié la déclaration suivante :

«Le fait que le Département d'Etat cible les groupes qui prônent l'utilisation de moyens pacifiques, tels que les boycotts, pour mettre fin aux violations des droits de l'homme contre les Palestiniens constitue une violation de la liberté d'expression et revient à récompenser ceux qui cherchent à faire taire, à harceler, à intimider et à opprimer ceux qui défendent les droits humains dans le monde entier. Il s'agit simplement de la dernière attaque en date d'un gouvernement américain déterminé à saper l'universalité des droits humains et la lutte mondiale contre le racisme et la discrimination, y compris l'antisémitisme.

Préconiser le boycott, le désinvestissement et les sanctions est une forme de plaidoyer non violent et s'accorde avec la liberté d'expression, laquelle doit être protégée. Les partisans du boycott doivent être autorisés à exprimer librement leurs opinions et à faire avancer leurs campagnes sans harcèlement, menaces de poursuites ou de criminalisation, ou autres mesures qui violent le droit à la liberté d'expression. Au lieu d'attaquer et de restreindre les activités du mouvement BDS, les États-Unis devraient mettre fin à ces mesures et s'assurer que les défenseurs de BDS sont libres d'exprimer leurs opinions et de faire avancer leurs campagnes sans harcèlement ni menace de poursuites.

L'administration américaine suit l'approche du gouvernement israélien en utilisant des accusations d'antisémitisme fausses et politiquement motivées pour nuire à des militants pacifiques, y compris des défenseurs des droits de l'homme, et pour soustraire à l'obligation de rendre des comptes les responsables d'actions illégales qui nuisent aux personnes en Israël, dans les territoires palestiniens occupés et ici chez nous. Ce processus est particulièrement hypocrite et trompeur de la part d'une administration qui a encouragé les néo-nazis, les tenants de la suprématie blanche et d'autres groupes qui prônent la violence et la discrimination, qui a fait preuve d'un mépris impitoyable du droit international et qui a favorisé les politiques israéliennes qui se traduisent par une discrimination institutionnalisée et des violations systématiques des droits de l'homme à l'encontre de millions de Palestiniens.

Ce processus nuit également au peuple juif en assimilant Israël au judaïsme et en assimilant la critique des politiques et pratiques du gouvernement israélien à de l'antisémitisme. Il sape notre travail au Moyen-

Orient et dans d'autres régions pour protéger les droits des minorités religieuses et autres.

Nous continuerons à soutenir nos collègues israéliens et palestiniens, y compris les militants du BDS, qui, comme les défenseurs des droits de l'homme du monde entier, s'expriment lorsque la justice, la liberté, la vérité et la dignité sont bafouées.»

Source: <https://www.amnestyusa.org/press-releases/statedepartmentantisemiticprocess/>